

L'Europe doit tirer des leçons de la industrielle et économique chinoise

En moins de 50 ans, la Chine a rattrapé les pays les plus avancés. L'Europe pourrait-elle s'inspirer de ce « modèle » pour réussir sa réindustrialisation et sa bifurcation écologique ?

DOMINIQUE BERNIS

Qui aurait pu prédire, il y a un quart de siècle, quand l'Occident a accueilli la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que l'automobile allemande – *Das Auto*, le joyau centenaire de l'industrie d'outre-Rhin – serait mise en péril par des constructeurs chinois ? La réussite technologique, industrielle et économique de la Chine est spectaculaire. Et, après avoir vu déferler sur nos marchés des produits à faible valeur ajoutée, nous encaissons un « deuxième choc chinois » frappant cette fois des secteurs à haute technologie qui étaient l'apanage des pays avancés.

Les dirigeants de nos pays accusent la Chine de ne pas respecter les « règles du jeu », dénonçant le protectionnisme, les subventions massives accordées aux entreprises ou la manipulation, par Pékin, de sa monnaie. Mais aussi un modèle de croissance déséquilibré : la Chine produit bien plus qu'elle ne peut consom-

mer. De sorte que les entreprises chinoises inondent nos marchés et, au travers d'une concurrence déloyale, détruisent nos industries.

De fait, les « règles du jeu » ne sont pas les mêmes en Chine – le système socio-économique fonctionne différemment et le système politique est autoritaire. Certes, son modèle de « capitalisme d'Etat » n'est pas sans contradiction, ni à l'abri d'une crise. N'empêche : la Chine a réussi, en moins de 50 ans, à rattraper les pays avancés – et même à les dépasser dans certains secteurs d'avenir, comme les voitures électriques, les batteries ou les panneaux photovoltaïques. Qu'est-ce qui explique cela ? L'Union européenne pourrait-elle s'en inspirer pour opérer sa réindustrialisation et sa transition écologique ? *Le Soir* a posé ces questions à trois bons connaisseurs de l'économie chinoise : Benjamin Bürbaumer (Sciences Po Bordeaux), Nathan Sperber (Université Tongji, à Shanghai) et Mary-Françoise Renard (Université Clermont Auvergne).



mariage heureux Le Parti communiste et la mondialisation

D.B.

Deng Xiaoping, qui arrive au pouvoir en 1978, moins de deux ans après le décès de Mao Tsé-toung, fixe d'emblée l'objectif : maintenir le Parti communiste au pouvoir. Et dans ce but, changer le système économique pour lutter contre la pauvreté et améliorer le niveau de vie de la population, car le développement économique est la condition de la survie du système politique », explique Mary-Françoise Renard, professeur émérite à l'Université Clermont Auvergne.

« Une vision à court terme »

« Dès cette époque, la priorité est donnée à l'industrie, à l'investissement et à l'innovation. L'accent est mis sur la recherche et l'éducation, tout particulièrement sur la formation de scientifiques et d'ingénieurs. » Pour Mary-Françoise Renard, ces objectifs, qui n'ont jamais varié, sont au cœur du « modèle chinois ». Mais ils n'expliquent pas tout.

« La Chine, à l'issue de la période maoïste, disposait de certains atouts, en

particulier d'une population largement alphabétisée et éduquée et d'une base industrielle. Mais un autre facteur a joué un rôle important dans le rattrapage économique : la croissance accélérée du commerce international et la mondialisation, à partir du début des années 80. La Chine en a largement profité – ou, plus exactement, a été capable d'en tirer le meilleur parti », précise Nathan Sperber, chercheur à la faculté de science politique et de relations internationales de l'Université Tongji (Shanghai).

Notamment parce que des choix différents ont été posés alors dans les pays occidentaux. « Si certains pays, comme l'Allemagne, ont continué à miser sur l'industrie, d'autres ont laissé filer ces activités vers les pays qu'on disait alors « en développement », voire, comme la France, ont fait le choix de la désindustrialisation pour se spécialiser dans les services », embraye Mary-Françoise Renard.

« Les élites politiques et économiques de nos pays voyaient la Chine comme une terre d'opportunité, où l'on pouvait

produire moins cher et profiter, à terme, d'un immense marché. Autrement dit : où il y avait beaucoup d'argent à gagner. Cette vision à court terme supposait que les grandes entreprises occidentales resteraient les leaders en matière d'innovation », poursuit-elle.

Aux Etats-Unis, comme en Europe, la majorité des économistes vantaient les bienfaits du libre-échange, jugeant que les pertes d'emploi de « cols bleus » dans nos pays étaient un prix raisonnable à payer, voire que la concurrence chinoise n'en était que très partiellement responsable.

« Depuis, la Chine a réalisé une remarquable montée en gamme ; ses entreprises sont devenues de redoutables concurrentes dans les segments à haute valeur ajoutée qui, pourrait-on dire, étaient historiquement réservés aux firmes européennes et américaines, qui digèrent mal ce « deuxième choc chinois » menaçant la source de leur rentabilité », complète Benjamin Bürbaumer, maître de conférences en sciences économiques à Sciences Po Bordeaux.



soutien aux entreprises Le rôle crucial des banques

D.B.

Les autorités chinoises subsidieraient massivement leurs entreprises, privées et publiques. Celles-ci bénéficieraient en moyenne de huit fois plus de soutien public que leurs concurrentes des pays riches, selon un récent rapport de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques. La réalité n'est cependant pas si simple.

Quel que soit le pays, il n'existe généralement pas de cadastre des subsides aux entreprises, qui d'ailleurs peuvent prendre des formes diverses – des subventions proprement dites, mais aussi des avantages fiscaux ou des réductions de cotisations sociales – et être accordés par différents niveaux de pouvoir. La Chine – un pays bien plus décentralisé qu'on le pense – ne fait pas exception ; et les subventions y sont vraisemblablement importantes. Mais « celles-ci ne constituent pas l'instrument principal de la politique industrielle », estime Nathan Sperber.

« D'autres outils sont bien plus efficaces, sans nécessairement coûter aux

budgets publics », explique-t-il, citant l'exemple des normes. « Dans les années 2010, quand le secteur des voitures électriques a été désigné comme stratégique, les autorités ont édicté que seules les batteries produites par des entreprises chinoises seraient acceptées dans le cadre de la politique industrielle. Des normes définissant les propriétés chimiques des batteries ont également été imposées afin d'assurer un certain niveau technologique. Aujourd'hui, dans ce secteur, de grandes entreprises comme CATL et BYD (deux entreprises privées, NDLR) sont à la pointe du progrès ; et ces normes ont été allégées, car elles freineraient désormais l'innovation. »

Le rapport de l'OCDE a également été contesté par des économistes chinois, mais aussi occidentaux, parce qu'il incluait, dans le total des subventions publiques, des prêts à des taux d'intérêt jugés préférentiels accordés par les banques chinoises aux entreprises locales.

« Je ne pense pas que l'on puisse déterminer un taux d'intérêt « naturel » ou « normal » que les banques seraient cen-

sées facturer à leurs clients – sauf à se référer à la norme occidentale de rendement extrêmement élevé du secteur bancaire », explique Benjamin Bürbaumer.

En Chine, la finance est mise au service du développement économique

Nathan Sperber
Chercheur à l'Université Tongji, à Shanghai

”

« Superficiellement, le paysage financier chinois ressemble au nôtre : il y a des banques, souvent, mais pas nécessairement, contrôlées par les autorités nationales ou locales ; des places boursières ; des marchés obligataires ; des fonds d'investissement ; etc. Et on en conclut – à tort – que le secteur financier fonctionne ou devrait fonctionner comme dans les pays occidentaux », renchérit

Nathan Sperber.

« Dans nos pays, le fonctionnement du système bancaire et financier – en particulier, la manière dont sont alloués les capitaux – ne fait pas partie du périmètre du débat politique. C'est tout le contraire en Chine, où la finance est mise au service du développement économique, dans un contexte où le contrôle des capitaux limite la possibilité d'investir en dehors du pays », poursuit-il.

« Les prêts bonifiés ou les subventions plus classiques ne sont pas accordés de manière générale et indiscriminée – comme souvent dans nos pays, notamment en France et en Belgique –, mais sont ciblés sur les secteurs et entreprises désignés comme prioritaires et incluent le soutien à la recherche et au développement, notamment dans les universités, et à la formation d'ingénieurs. Il y a eu des échecs, mais globalement, la pratique s'est montrée assez efficace », ajoute Mary-Françoise Renard. Qui insiste sur ce qui constitue sans doute la caractéristique la plus originale – mais la plus énigmatique pour nous – du « modèle chinois » : la planification.